



**MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE**

**UNIVERSITE MARIE & LOUIS PASTEUR
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25030 BESANCON CEDEX**

☎ 03.81.66.57.03

✉ service.marches@univ-fcomte.fr

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP n°25.007 du 02/04/2025)**

Appel d'Offres Ouvert – L2124-1, R2124-1, R2124-2-1°, R2161-2, et R2161-5, du
Code de la Commande Publique

OBJET DU MARCHÉ :

**Eco-Campus Tranche 2 - Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation
des bâtiments A et B – IUT Nord Franche-Comté**

Campus universitaire Techn'hom IUT Nord Franche-Comté
19, Avenue Maréchal Juin
90000 BELFORT

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 19/05/2025 à 12h00 (Heure de Paris)

SOMMAIRE

1.	<i>Acronymes utilisées dans les documents constitutifs du marché</i>	4
1.1	Généralités	4
1.2	Missions de la maîtrise d'œuvre	4
1.3	Exécution financière du marché	5
2.	<i>Cahier des Clauses Administratives Particulières</i>	6
	ARTICLE 1 : Objet du marché et désignation des contractants	6
	ARTICLE 2 : Pièces contractuelles du marché	6
	ARTICLE 3 : Intervenants dans l'opération	7
	Article 3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage	7
	Article 3.2 – La maîtrise d'œuvre	8
	Article 3.3 – Autres intervenants dans l'opération	9
	ARTICLE 4 : Démarrage de la mission	10
	Article 4.1 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études	10
	Article 4.2 – Réunion de lancement	11
	ARTICLE 5 : Mission de maîtrise d'œuvre	12
	Article 5.1 – Mission de base (Articles R2431-4 à R2432-23 du Code la Commande Publique)	12
	Article 5.2 – Missions complémentaires	12
	Article 5.3 – Prestations similaires	13
	Article 5.4 – Décomposition en tranche	13
	ARTICLE 6 : Modalités d'exécution du marché	13
	Article 6.1 – Registre de chantier	13
	Article 6.2 – Démarche BIM et maquette numérique	14
	Article 6.3 – Communication entre les parties	14
	Article 6.4 – Informations réciproques	15
	Article 6.5 – Prolongation des délais d'exécution	16
	Article 6.6 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux	17
	Article 6.7 – Obligations environnementales du maître d'œuvre	17
	Article 6.8 – Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale	17
	ARTICLE 7 : Modifications en cours d'exécution du marché	17
	Article 7.1 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage	17
	Article 7.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties	18
	Article 7.3 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen	19
	Article 7.4 – Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux	19
	ARTICLE 8 : Rémunération du maître d'œuvre	20
	Article 8.1 – Forfait de rémunération	20
	Article 8.2 – Engagements du maître d'œuvre	21
	ARTICLE 9 : Variation dans les prix	23
	Article 9.1 – Type de variation de prix	23
	Article 9.2 – Mois d'établissement des prix	23
	Article 9.3 – Choix des index de référence	23
	Article 9.4 – Modalités de révision des prix	24

Article 9.5 – Détermination des prix de règlement	25
Article 9.6 – Variation provisoire	25
ARTICLE 10 : Règlement des comptes du titulaire	25
Article 10.1 – Retenue de garantie.....	25
Article 10.2 – Avance	25
Article 10.3 – Garanties financières de l'avance.....	26
Article 10.4 – Acomptes.....	27
Article 10.5 – Solde.....	32
Article 10.6 – Délais de paiement	33
Article 10.7 – Règlement en cas de cotraitants.....	34
Article 10.8 – Règlement en cas de sous-traitant	35
ARTICLE 11 : Délais – Pénalités phase « études ».....	36
Article 11.1 – Délais d'établissement des documents d'étude	36
Article 11.2 – Pénalités encourues pour retard.....	36
Article 11.3 – Réception des documents d'études	37
Article 11.4 – Délais de validation applicables au Maître d'ouvrage	38
ARTICLE 12 : Délais – Pénalités phase « travaux »	38
Article 12.1 – Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs	38
Article 12.2 – Vérification du décompte final de l'entrepreneur.....	39
Article 12.3 – Instruction des mémoires de réclamation	41
ARTICLE 13 : Modalités de présentation des documents établis dans le cadre de la mission AOR – Pénalités	41
ARTICLE 14 : Absences – pénalités	42
ARTICLE 15 : Nature de la cession	42
Article 15.1 – Durée et lieu de la cession.....	43
Article 15.2 – Connaissances antérieures	43
Article 15.3 – Publications des résultats de l'étude	43
ARTICLE 16 : Assurances	44
ARTICLE 17 : Résiliation du contrat	45
Article 17.1 – Conditions de résiliation	45
Article 17.2 – Redressement ou liquidation judiciaire	45
Article 17.3 – Cessation des activités du maître d'œuvre	46
ARTICLE 18 : Achèvement de la mission	46
ARTICLE 19 : Confidentialité.....	46
ARTICLE 20 : Protection des données à caractère personnel - Pénalités	47
ARTICLE 21 : Règlement des litiges et langues	50
ARTICLE 22 : Délais et voies de recours.....	50
ARTICLE 23 : Cession ou nantissement des créances	51
ARTICLE 24 : Dérogations au CCAG-MOE et CCAG-Travaux 2021.....	51

1. Acronymes utilisées dans les documents constitutifs du marché

1.1 Généralités

AE : acte d'engagement

CCAP : cahier des clauses administratives particulières

CCAG-MOE : cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022

CCTP : Cahier des Clauses techniques particulières

BIM : building information modelling

DCE : dossier de consultation des entreprises

AMO : assistant à maîtrise d'ouvrage

SPS : sécurité et protection de la santé

PGC : plan général de coordination

PC : permis de construire

1.2 Missions de la maîtrise d'œuvre

APS : études d'avant-projet sommaire

APD : études d'avant-projet définitif

AVP : études d'avant-projet

PRO : études de projet

EXE : études d'exécution

DQD : devis quantitatif détaillé

ACT : assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux

DET : direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

OPC : ordonnancement pilotage coordination (cette mission fera l'objet d'un marché publié ultérieurement)

AOR : assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement

SSI : systèmes de sécurité incendie

1.3 Exécution financière du marché

PEFPT : part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux et définie par le maître d'ouvrage

EDC : estimation définitive du coût prévisionnel des travaux fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet

CPT : coût prévisionnel des travaux arrêté par le maître d'ouvrage après validation des études d'avant-projet

CMT : coût cumulé des marchés de travaux résultant de la consultation

CTD : coût total définitif des travaux résultant de l'exécution des marchés de travaux

2. Cahier des Clauses Administratives Particulières

ARTICLE 1 : Objet du marché et désignation des contractants

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération visée à l'article 3.1 de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à l'article 5 du présent CCAP N°25.007.

L'ouvrage de bâtiment sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient à la catégorie suivante :

Opération de réhabilitation de bâtiment

Il est conclu entre :

- La personne morale désignée à l'article 1 de l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP N°25.007 ;
- Et le titulaire du marché désigné à l'article 2 de l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le présent CCAP N°25.007.

Conformément à l'article R2182-4 du Code de la Commande Publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

ARTICLE 2 : Pièces contractuelles du marché

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP N°25.007) et, le cas échéant, ses annexes relatives au pouvoir du mandataire du groupement et à la protection des données personnelles ;
- Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux ainsi que ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022) non joint au présent CCAP N°25.007 mais consultable sur le site Légifrance à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310778/2024-02-13/>
- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- Les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux. Ce CCAG n'est pas joint au présent CCAP N°25.007 mais consultable sur le site Légifrance à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000043310421/2024-02-13/>

- L'offre technique et financière du maître d'œuvre, composée des pièces écrites et éventuellement graphiques ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement ;
- Le dossier méthodologique (Cf : Règlement de Consultation)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.
- L'attestation de visite obligatoire

Les stipulations du marché sont conformes aux dispositions :

- Du titre IX du livre 1^{er} de la deuxième partie du Code de la Commande Publique relative à l'exécution du marché ;
- Du livre IV de la deuxième partie de la Commande Publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- De l'annexe 20 du Code de la Commande Publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du titulaire contraire ou modifiant les dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 : Intervenants dans l'opération

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

Article 3.1 – Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Article 3.1.1 – Représentant du maître d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est Mme **Marie-Christine WORONOFF**, Présidente de l'Université Marie & Louis Pasteur ou son représentant légal.

Article 3.1.2 – Conduite de l'opération

La Direction du Patrimoine Immobilier de l'Université Marie & Louis Pasteur est chargée de la conduite d'opération.

La mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) sera attribuée ultérieurement.

Article 3.1.3 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la SA SCET – SCE CONSEIL EXPERTISES TERRITOIRES dont son représentant est **Mme Bénédicte HYPOLITE**, agissant en qualité de directrice de la Programmation Architecturale.

Ses missions consistent à :

- L'élaboration d'un préprogramme
- L'élaboration du programme technique détaillé (PTD)
- L'élaboration du dossier d'expertise et du dossier auprès de la CRIP
- L'assistance pour la sélection d'une maîtrise d'œuvre.

Article 3.2 – La maîtrise d'œuvre

Article 3.2.1 – Représentation de la maîtrise d'œuvre

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Article 3.2.2 – Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle indiquée par le maître d'œuvre à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Article 3.2.3 – Mandataire du groupement

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres. La mission du mandataire est définie en annexe du présent CCAP N°25.007.

Article 3.2.4 – Sous-traitance

Il est fait application de la totalité des stipulations de l'article 3.6 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Article 3.3 – Autres intervenants dans l'opération

Article 3.3.1 – Contrôle technique

Le contrôle technique pour l'opération n'est pas encore désigné au moment de la signature du marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'ouvrage communiquera au maître d'œuvre les coordonnées du contrôleur technique dès sa désignation.

La mission du contrôleur technique est régie par les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation. En plus des missions de base L (portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables) et S (portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions), le maître d'ouvrage prévoit de confier les missions complémentaires suivantes au contrôleur technique :

- Mission P1 portant sur la solidité des éléments d'équipement dissociables
- Mission LE portant sur la solidité des existants
- Mission PS portant sur le respect des dispositions réglementaires de sécurité des personnes en cas de séisme
- Mission SEI portant sur la sécurité des personnes dans les Etablissements Recevant du Public (ERP)
- Mission TH portant sur l'isolation thermique et les économies d'énergie dans les bâtiments
- Mission Hand portant sur l'accessibilité des bâtiments aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR)
- Mission PV portant sur le récolement des Procès-Verbaux COPREC des installations techniques
- Mission VAMST portant sur la vérification avant mise sous tension des installations en vue de l'attestation COPREC
- Mission VIEL portant sur la vérification initiale des installations électriques
- Attestation de conformité à la réglementation PMR

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Article 3.3.2 – Coordination sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

L'opération relève de la catégorie 2, conformément aux articles L4531-1s et R4531-1s du Code du Travail.

Par application des articles L4531-1 au L4532-18 du Code du Travail relatifs à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre travaille en liaison avec le coordonnateur SPS retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui

concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination (PGC), la définition des dispositifs prévus pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'interventions ultérieures à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Article 3.3.3 – Coordination des systèmes de sécurité incendie

La mission de coordination SSI est confiée au maître d'œuvre pour cette opération et le contenu de cette mission est conforme à la norme NF S61-931 du mois de février 2024.

Article 3.3.4 – Opérateurs économiques chargés des travaux

Les opérateurs économiques chargés des travaux sont dénommés « entrepreneurs » dans l'ensemble des documents du marché.

Article 3.3.5 – Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants

Dès la réunion de lancement, le maître d'ouvrage communique la liste des intervenants, précise leurs missions respectives, et les coordonnées des interlocuteurs désignés. En application de l'article 3.9 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, les modalités de collaboration du maître d'œuvre avec l'ensemble des prestataires du maître d'ouvrage concourant à la l'opération sont précisées lors de cette réunion.

Le maître d'ouvrage autorise le maître d'œuvre à échanger directement avec chacun des prestataires désignés à toutes les étapes du projet.

Il s'engage à faire respecter les obligations contractuelles, notamment en matière de délais, assignées à chacun des intervenants concourant à la réalisation de l'opération.

En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délai.

ARTICLE 4 : Démarrage de la mission

Article 4.1 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études

En sus de ses attributions définies à l'article L2421-1 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage fournit au maître d'œuvre en tant que de besoin, avant le début des études :

- Les règles d'urbanisme applicables à l'opération et toute autre information juridique nécessaire ;

- Les données techniques nécessaires, complétées éventuellement de celles en projet, dont notamment :
 - Les levées de géomètre (plan cadastral, périmétrique et foncier, plan topographiques et de nivellement, relevés des existants, des héberges, des abords, des plantations et des réseaux d'alimentation et de rejet, etc.) ;
 - Les servitudes publiques et privées (de sol, de sous-sol, aériennes ou radioélectriques, etc.) ;
 - Les résultats et analyse des campagnes de sondages et des études de sol (Mission G1 – Etude géotechnique préalable définie par la norme NFP 94-500 révisée en novembre 2013) ;
 - Les contraintes climatiques, sismiques et les plans d'exposition aux risques naturels, etc. ;
 - Les règles et règlements particuliers spécifiques au projet connus du maître d'ouvrage ;
- Ses éventuelles exigences d'obtention de labels ;
- Toute information relative à la protection des données personnelles.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer au maître d'ouvrage.

Article 4.2 – Réunion de lancement

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les quinze (15) jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- D'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- De définir les modalités d'échanges, éventuellement dématérialisés avec le maître d'ouvrage ;
- De définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- De « préciser les principes opérationnels de la gestion documentaire de l'opération ;
- De compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- De présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La réunion de lancement fait l'objet d'un compte-rendu selon les conditions définies à l'article 6.4.3 du présent CCAP N°25.007.

ARTICLE 5 : Mission de maîtrise d'œuvre

Article 5.1 – Mission de base (Articles R2431-4 à R2432-23 du Code la Commande Publique)

Le maître d'œuvre réalise les éléments de mission dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent plus précisément au CCTP :

- Les études diagnostic (DIAG)
- Les études d'avant-projet (AVP) :
 - Avant-projet sommaire (APS)
 - Avant-projet définitif (APD)
- Les études de projet de conception générale (PRO)
- L'assistance à la passation des marchés de travaux (ACT) et dossier de consultation d'entreprises (DCE) ;
- Les études d'exécution (EXE)
- La direction des études d'exécution des marchés de travaux (DET)
- L'assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

Ces éléments de mission sont pris en compte dans l'évaluation de la complexité de l'opération.

Article 5.2 – Missions complémentaires

Le maître d'œuvre sera amené à réaliser également les éléments de missions complémentaires suivants :

- La coordination sécurité et sûreté incendie (CSSI)

Le maître d'œuvre pourra être amené à réaliser d'autres éléments de missions complémentaires dont le contenu détaillé et les modalités d'exécution figurent au CCTP (exemple : mission complémentaire EDI).

Lorsque des missions complémentaires ne sont pas confiées par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre, ce dernier, au titre de son obligation de conseil, attire l'attention du maître d'ouvrage sur la nécessité de prendre en compte les préoccupations correspondantes si le maintien de la cohérence de l'opération le justifie.

Article 5.3 – Prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier ultérieurement au maître d'œuvre, en application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. L'objet de ces nouveaux marchés ne peut concerner que la stricte répétition de prestations décrites dans les documents du présent marché et se rapportant à la même opération de construction, en conformité avec le projet de base. La durée pendant laquelle les nouveaux marchés publics peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 5.4 – Décomposition en tranche

Les prestations font l'objet d'un marché fractionné décomposé comme suit :

- Tranche Ferme : Réhabilitation thermique de l'ensemble des bâtiments A et B, intégration du réaménagement du Pôle SSE (Surface Utile 115 m²), intégration du réaménagement de FEMTO et Services Techniques IUT (Surface Utile 677 m²), accessibilité PMR complète (au titre du programme d'Adap engagé).
- Tranche Optionnelle 1 : Intégration des surfaces restantes du Programme Technique Détaillé.
- Tranche Optionnelle 2 : Installation de panneaux photovoltaïques en toiture.

ARTICLE 6 : Modalités d'exécution du marché

Article 6.1 – Registre de chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement d'opérateurs économiques.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage comme de tous les intervenants autorisés et est remis au maître d'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

Ce registre de chantier pourra prendre la forme d'une plateforme numérique dont la mise en place, l'hébergement et la gestion sera assurée par le maître d'œuvre, dans le cadre d'une mission complémentaire EDI définie dans le CCTP ou ses annexes que lui confiera le maître d'ouvrage.

Article 6.2 – Démarche BIM et maquette numérique

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

Article 6.3 – Communication entre les parties

Article 6.3.1 – Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

Un ordre de service est notamment nécessaire :

- Lorsqu'une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ ou la prolongation d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation (tel que notamment l'ordre donné au maître d'œuvre d'engager un élément de mission) ;
- Si le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution de maîtrise d'œuvre ;
- Dès lors qu'une décision du maître d'ouvrage est susceptible de mettre en œuvre ou de modifier les dispositions contractuelles ;

L'ordre de service daté et signé est remis par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre via la plateforme PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) afin de permettre d'en attester la date et l'heure de sa réception.

Article 6.3.2 – Possibilité pour le maître d'œuvre d'émettre des observations ou des réserves et de refuser d'exécuter un ordre de service

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion, pour notifier au maître d'ouvrage des observations ou des réserves relatives à un ordre de service qui lui a été notifié, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Le maître d'œuvre est tenu de se conformer aux ordres de service délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient fait ou non fait l'objet d'observations ou de réserves de sa part conformément à l'article 3.8.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Toutefois, le maître d'œuvre n'est pas tenu d'exécuter un ordre de service dans les cas suivants :

- Lorsque l'ordre de service de démarrage de la mission est notifié plus de six (6) mois après la notification du marché en application de l'article 3.8.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 ;

- Lorsque le maître d'ouvrage n'a pas répondu dans un délai de quinze (15) jours aux observations dûment motivées et notifiées par le maître d'œuvre visant à l'informer qu'un ordre de service présente un risque en termes de sécurité, de santé ou qu'il contrevient à une disposition législative ou réglementaire à laquelle le maître d'œuvre est soumis dans l'exécution des prestations objet du marché, en application de l'article 3.8.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 ;
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives est notifié au maître d'œuvre alors que le montant cumulé des ordres de service pour ce type de prestations a atteint 10% du montant hors taxes du marché sans avoir fait l'objet d'avenants en application de l'article 14.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.
- Lorsqu'un ordre de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives n'a fait d'aucune valorisation financière en application de l'article 14.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Article 6.4 – Informations réciproques

Article 6.4.1 – Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Dès qu'il en a connaissance, le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de sa mission.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demande d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenant,

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate, en cours d'exécution du marché, que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

Article 6.4.2 – Informations données par le maître d'œuvre

Dès qu'il en a connaissance, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

Article 6.4.3 – Comptes rendus des réunions

Les comptes rendus des réunions bilatérales entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sont établis par le maître d'œuvre qui les communique dans les trois (3) jours ouvrés qui suivent la réunion.

Les destinataires disposent de trois (3) jours ouvrés pour émettre des observations sur le compte-rendu à compter de sa réception.

Article 6.4.4 – Confidentialité, secret professionnel et commercial

Il est fait application des stipulations de l'article 5.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 en matière d'obligations de confidentialité du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

Article 6.5 – Prolongation des délais d'exécution

En application de l'article 15.3.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, lorsque le maître d'œuvre est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du maître d'ouvrage, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, ou lorsqu'une toute autre cause n'engageant pas la responsabilité du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel, le maître d'ouvrage peut prolonger le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour pouvoir bénéficier de ces dispositions, le maître d'œuvre doit notifier au maître d'ouvrage l'évènement de force majeure ou les causes, qui, selon lui, échappant à sa responsabilité, font obstacle ou retardent l'exécution du marché dans le délai contractuel, conformément à l'article 15.3.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022. Il dispose d'un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution et indique la durée de la prolongation demandée, dès que le retard peut être déterminé avec précision, en exposant les incidences éventuelles sur sa rémunération.

En application de l'article 15.3.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'ouvrage notifie par écrit au maître d'œuvre sa décision dans le délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande. Passé ce délai, et sans réponse de sa part, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté la demande qui lui a été adressée par le maître d'œuvre.

Ce prolongement de délais d'exécution fera l'objet de la rédaction d'un avenant qui devra être signé par les deux (2) parties.

Article 6.6 – Modalités particulières de réalisation de la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux

Les prestations à réaliser au titre de l'élément de mission DET sont fondées sur le principe des stipulations du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, sous réserve des dérogations éventuelles prévues dans les pièces contractuelles du ou des marchés.

Le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination du ou des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage et à l'AMO. Les ordres de service sont établis, signé, datés et numérotés par le maître d'œuvre qui les notifie aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 3.8 CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Toutefois, les ordres de service émis par le maître d'œuvre devront être **impérativement** validés et signés par le Pouvoir Adjudicateur si ces derniers :

- Portent sur la notification des dates de commencement des périodes de préparation et de démarrage des travaux ou, si applicable, la notification de l'exécution d'une tranche optionnelle ;
- Entraîne une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délais d'exécution, de durée et de montants.

Article 6.7 – Obligations environnementales du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre veillera à ce que les prestations qu'il effectue et le résultat de ses études respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage en application des articles 7.1 et 7.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Article 6.8 – Réalisation d'une action en matière d'insertion sociale

Sans objet pour cette consultation.

ARTICLE 7 : Modifications en cours d'exécution du marché

Article 7.1 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R2194-8 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- En cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive du maître d'œuvre rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;

- Si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires au maître d'œuvre ;
- Si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission du maître d'œuvre au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que le maître d'œuvre ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Selon les cas, la rémunération est :

- Revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induite par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- Mise au point sur la base de l'évaluation par le maître d'œuvre des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- Adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R2194-8 et R2194-9 du Code de la Commande Publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10% du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du Code de la Commande Publique.

Article 7.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties

Conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- Des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- Des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables à la maîtrise d'œuvre ;
- D'une prolongation de la durée de chantier ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle prévue dans l'acte d'engagement dans les conditions définies par l'article 15.3.5 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.
- De la prolongation du délai de garantie de parfait achèvement des entrepreneurs ;
- De la résiliation du ou d'un marché de travaux, pour tenir compte des prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires au remplacement de l'entreprise ainsi que des effets induits par ce remplacement.

Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50% du montant initial, conformément à l'article R2194-3 du Code de la Commande Publique.

Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Article 7.3 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du Code la Commande Publique, la rémunération du maître d'œuvre fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant :

- Le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 8.1.2 du présent CCAP N°25.007 ;
- D'adapter les études du maître d'œuvre lors de la passation et l'attribution des marchés de travaux ;
 - Lorsque le maître d'ouvrage a pris la décision d'ouvrir aux variantes lors de la passation des marchés de travaux puis de les retenir lors de la signature, la rémunération du maître d'œuvre est réexaminée si les études de conception doivent impérativement être reprises ou qu'une nouvelle autorisation d'urbanisme est nécessaire ;
 - En présence de telles variantes, le maître d'œuvre indique dans un document annexé au rapport d'analyse des offres les conséquences de leur prise en compte sur sa mission et les incidences éventuelles sur sa rémunération, exprimée en journées de travail supplémentaire selon les montants journaliers identifiés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.
- Si applicable, la révision des prix du marché dans les conditions définies à l'article 9 du présente CCAP N°25.007.

Article 7.4 – Suivi et classification des modifications apportées aux marchés de travaux

Lorsque les marchés de travaux sont modifiés, le maître d'œuvre renseigne un document de suivi qui inventorie les modifications apportées en moins-value et plus-value, leurs montants et incidences éventuelles sur le délai de réalisation des travaux. Il propose au maître d'ouvrage leur classification dans l'une des 3 catégories suivantes :

- **Catégorie 1** : modifications initiées par le maître d'ouvrage et correspondant à une modification du programme ;
- **Catégorie 2** : modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage du fait d'éléments nouveaux et non prévisibles à la signature des marchés de travaux ;
- **Catégorie 3** : modifications initiées par le maître d'œuvre résultant d'erreurs et omissions qui lui sont imputables, y compris les éventuelles adaptations économiques acceptées par le maître d'ouvrage pour compenser ces erreurs ou omissions.

Les modifications de catégorie 1 et 2 peuvent donner lieu à une modification du marché de maîtrise d'œuvre dans les conditions définies aux articles 7.1 et 7.2 du présent CCAP N°25.007.

ARTICLE 8 : Rémunération du maître d'œuvre

Article 8.1 – Forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites au présent CCAP N°25.007 et au CCTP du marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre peuvent convenir que certaines prestations ou fournitures particulières puissent être rémunérées sur la base de prix unitaires figurant au marché.

Le maître d'œuvre ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

Les montants servant de base au calcul de la rémunération du maître d'œuvre ainsi qu'au contrôle des engagements sont exprimés en **euros hors taxes (HT)**.

Article 8.1.1 – Forfait provisoire de rémunération

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement est provisoire, conformément aux dispositions des articles R2112-18 et R2432-7 du Code de la Commande Publique.

Le montant provisoire de rémunération a été établi en tenant compte des éléments portés à la connaissance du maître d'œuvre lors de la passation du marché, tels que :

- Contenu de la mission fixée par le présent CCAP N°25.007 et le CCTP ;
- Programme ;
- Part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux fixée par le maître d'ouvrage ;
- Eléments de complexité liés aux contraintes du contexte local et à l'insertion du projet dans l'environnement, à la nature et à la spécificité du projet et résultant des exigences contractuelles ;
- Délais des études du maître d'œuvre et délai de vérification par le maître d'ouvrage ;
- Modes prévisionnels de passation des marchés de travaux ;
- Durée prévisionnelle d'exécution des travaux, et leur éventuel phasage ;
- Continuité du déroulement de l'opération ;
- Coût en matière d'assurance pesant sur la maîtrise d'œuvre.

Ce forfait provisoire pourra être modifié en cas d'événements affectant la réalisation du marché avant la fixation du forfait définitif, conformément aux dispositions des articles R2194-2, R2194-5, R2194-7 et R2194-8 du Code de la Commande Publique et selon les modalités définies aux articles 7.1 et 7.2 du présent CCAP N°25.007.

Article 8.1.2 – Fixation du coût prévisionnel des travaux et du forfait définitif de rémunération – Clause de réexamen

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

Afin d'établir le coût prévisionnel des travaux, l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux (EDC) fournie par le maître d'œuvre lors des études d'avant-projet distingue :

- Le Coût des travaux Indispensables à la réalisation de l'ouvrage selon les données du programme initial (CTI) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Aléas et sujétions apparus pendant les études de conception (CTA) ;
- Le Coût des Travaux complémentaires nés des Modifications de programme validées par le maître d'ouvrage (CTM).

Le montant du coût prévisionnel des travaux ainsi que le montant de la rémunération définitive du maître d'œuvre sont arrêtés par avenant dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivants la validation des études d'avant-projet définitif.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviennent de modifier le marché conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique en appliquant la clause de réexamen suivant :

Rémunération modulée

Le montant définitif de la rémunération forfaitaire pour la mission de base est calculé dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif} = \text{Forfait provisoire} + [(CTA+CTM) * (\text{Forfait provisoire} / \text{PEFPT})]$$

Article 8.2 – Engagements du maître d'œuvre

Article 8.2.1 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût prévisionnel des travaux

En référence à l'article 13 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux (CMT) réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

Calcul du coefficient de réajustement

Le réajustement du coût cumulé des marchés de travaux s'effectue par l'application d'un coefficient de réajustement calculé selon la formule suivante :

Coefficient de réajustement = Index BT01 du mois m0 du marché de maîtrise d'œuvre (*correspondant au mois de signature de l'Acte d'Engagement par le maître d'ouvrage*) / Dernier index BT01 publié sur le site INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>) le jour du dépôt des offres des marchés de travaux

Le coefficient arrondi au millième supérieur est appliqué au coût cumulé des marchés de travaux.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = CPT (exprimé en hors taxe (HT)) * 1.03

En cas de dépassement du seuil de tolérance, si le maître d'ouvrage n'accepte pas les offres des soumissionnaires, il exige du maître d'œuvre une reprise gratuite des études, qui, par des adaptations du projet compatibles avec les données, contraintes et exigences du programme, permettent d'atteindre, à l'issue de nouvelles consultations, l'engagement pris en tenant compte du taux de tolérance.

Si, à l'issue de ces démarches, le maître d'œuvre s'avère être dans l'incapacité d'atteindre ces objectifs, le maître d'ouvrage met en œuvre les articles 11 et 17 du présent CCAP N°25.007.

Article 8.2.2 – Engagement du maître d'œuvre sur le respect du coût cumulé des marchés de travaux

Conformément à l'article du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre s'engage à respecter le coût cumulé des marchés de travaux. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût total définitif de réalisation de référence au coût cumulé des marchés de travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 3%.

Le coût total définitif de réalisation de référence correspond au coût total définitif de réalisation des travaux, hors révision de prix, diminuée des modifications des marchés de travaux relevant des catégories 1 et 2 définies à l'article 7.4.

Calcul du seuil de tolérance sur le coût cumulé des marchés de travaux

Le seuil de tolérance est calculé selon la formule suivante :

Seuil de tolérance = CMT (exprimé en hors taxe (HT)) * 1.03

Si ce coût total définitif de réalisation des travaux de référence est supérieur au seuil de tolérance tel que défini ci-dessus, le maître d'œuvre supporte une pénalité définie comme suit :

Montant de la pénalité = (CTD - seuil de tolérance) * [2 * (forfait définitif de rémunération / coût prévisionnel des travaux)]

Conformément à l'article R2432-4 du Code de la Commande Publique, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 9 : Variation dans les prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Article 9.1 – Type de variation de prix

Le prix est révisable selon les modalités de variations définies à l'article 9.4 du présent CCAP N°25.007.

Article 9.2 – Mois d'établissement des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres définitives, « mois m0 » correspondant au mois de signature de l'acte d'engagement par le maître d'ouvrage.

Article 9.3 – Choix des index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING (base 2010 - <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>).

Article 9.4 – Modalités de révision des prix

La révision prévue par l'article 9.1 du présent CCAP N°25.007 est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule

$$C(n) = 0.125 + 0.875 * I(m)/I(o)$$

Dans laquelle :

Io est l'index Ingénierie du « mois mo » correspondant au mois de signature de l'acte d'engagement par le maître d'ouvrage.

Im est l'index Ingénierie du mois m.

Ce mois m est déterminé comme suit :

- Pour les éléments d'études APS, APD, PRO et ACT
 - a) Si la durée d'exécution de l'élément est inférieure ou égale à un mois :
 - Index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître d'ouvrage ;
 - b) Si la durée d'exécution de l'élément est supérieure à un mois :
 - Moyenne arithmétique des valeurs des Index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation (article 10.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022)
- Pour l'élément DET
 - Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 10.4.4 a) du présent CCAP N°25.007.
- Pour l'élément AOR
 - Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'article 10.4.4 b) du présent CCAP N°25.007, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la partie 4 de l'article 10.4.4 du présent CCAP N°25.007.
- Pour les missions complémentaires
 - Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 10.4.5 du présent CCAP N°25.007.

Article 9.5 – Détermination des prix de règlement

Pour la réalisation des ouvrages mentionnés à l'article L2412-1 du Code de la Commande Publique, les marchés de maîtrise d'œuvre sont passés à prix provisoires conformément aux dispositions du titre III du livre IV de la deuxième partie de ce même Code.

Dans ce cadre, le passage à la rémunération définitive s'opère par une clause de réexamen en application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, précisée à l'article 8.1.2 du présent CCAP N°25.007.

Pour les missions complémentaires, la rémunération est définitive.

Article 9.6 – Variation provisoire

Il n'est pas prévu de révisions de prix provisoires.

ARTICLE 10 : Règlement des comptes du titulaire

Article 10.1 – Retenue de garantie

Le maître d'œuvre est dispensé de retenue de garantie.

Article 10.2 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et conformément aux stipulations des articles R2191-3 et R2191-7 du Code de la Commande Publique, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Cette avance est égale à **5%** du montant initial du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la Commande Publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10 %**.

En application des articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la Commande Publique, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% de leur montant initial. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant des prestations qui lui sont confiées.

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT et ont une durée d'exécution supérieure à deux mois. La demande de versement de l'avance du sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution. Les modalités de détermination du montant de l'avance, de son versement et de son remboursement sont identiques à celles applicables au titulaire.

Article 10.3 – Garanties financières de l'avance

Cette avance est conditionnée à la constitution, par le titulaire, le cotraitant ou le sous-traitant, d'une garantie à première demande portant sur la totalité de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 10.4 – Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB/RIP original.

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 et seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire du marché ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- la décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Facturation électronique :

Conformément aux articles D2192-1 à D2192-2, L2192-1 à L2192-7 et R2192-3 du Code de la Commande Publique relatifs à la facturation électronique, **le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.**

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire, les cotraitants et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

***** Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la Commande Publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

- Le processus est le même pour les factures liées aux marchés de travaux, le maître d'œuvre en charge du contrôle de ces factures doit respecter le circuit dématérialisé via Chorus Pro qui s'impose aux entreprises et au maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre est tenu de récupérer les demandes de paiement des entreprises dans Chorus Pro et de les déposer, avec son visa, dans ce circuit dématérialisé, sous peine de ne pas permettre le traitement des factures et d'être tenu responsable du non-respect des délais de paiement qui en résulteraient.
- Une documentation utilisateur dédiée aux marchés de travaux et aux maîtres d'œuvre est disponible sur le site d'information Communauté Chorus Pro à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/marche-de-travaux-pour-les-moe-points-clefs/>

Les informations pour déposer ces demandes de paiement sur Chorus Pro sont les suivantes :

- SIRET de l'Université Marie et Louis Pasteur : 93810656400017
- Cadres de Facturation : A15 : Etat d'acompte et A24 : Décompte général définitif et tacite (lors du dernier paiement valant solde du marché)
- Engagement Juridique : ce dernier vous sera communiqué lors de la notification du marché
- Numéro de Marché : ce dernier vous sera communiqué lors de sa notification
- Code Service : 950

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisées).

Article 10.4.1 –APS, APD, PRO

L'élément " Avant-projet-sommaire ", l'élément " Avant-projet-définitif " et l'élément "Etudes de projet " ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de l'élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 11 du présent CCAP N°25.007.

Toutefois, ces prestations doivent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (art 11.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 et article R2191-22 du Code de la Commande Publique). Dans ce cas, l'état périodique établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Article 10.4.2 – Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- Après validation par le Maître d'ouvrage du rapport d'analyse des offres : 60,00 % ;
- Après notification aux entreprises des marchés de travaux : 40,00 %.

Article 10.4.3 – Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Les prestations incluses dans les éléments ci-dessus sont réglées de la manière suivante :

a) Elément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au montant des travaux effectués depuis le début : 85,00 % ;
- à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises : 15,00 %.

b) Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement).

- A l'issue des opérations préalables à la réception : à la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20,00 % ;
- A la validation du dossier des ouvrages exécutés : 40,00 % ;
- A l'achèvement des levées de réserves : 20,00 % ;
- A la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44-1 du CCAG applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44-2 dudit CCAG, après établissement des procès-verbaux : 20,00 %.

Article 10.4.4 – Pour l'exécution des missions complémentaires

- Mission : Coordination sécurité et sûreté incendie (CSSI) :

Les prestations incluses dans l'élément « CSSI » ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de l'élément et réception par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 11 du présent CCAP N°25.007.

- Autres éléments de missions complémentaires pouvant être amenés à être effectués par le maître d'œuvre

Ces prestations ne peuvent faire l'objet d'un règlement qu'après achèvement total de chaque mission complémentaire confiée au maître d'œuvre.

Article 10.4.5 – Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

La valeur de ces pourcentages est celle fixée à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments APS, APD seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments APS, APD.

Article 10.4.6 – Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 10.4 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a. Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b. Projet de décompte périodique

En application de l'article 11 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par voie électronique (Chorus Pro), son projet de décompte périodique.

c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre du début du marché à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est établi à partir du projet de décompte périodique, sur l'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées.

d. Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;

2° L'incidence de la TVA ;

3° Les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 11.2.2 du présent CCAP N°25.007 ;

4° L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 9 du présent CCAP N°25.007 sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;

5° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2, 3, et 4 ci-dessus dus au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

Article 10.5 – Solde

Article 10.5.1 – Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP N°25.007, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

a. Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;

b. La pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 8.2 du présent CCAP N°25.007 ;

- c. Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. La rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble des missions (mission de base et missions complémentaires) ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

Article 10.5.2 – Décompte général – Etat du solde

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 s'appliquent. Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. Le décompte final ci-dessus ;
- b. La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c. Le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. L'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. L'incidence de la TVA ;
- f. L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;
- g. La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Dès acceptation par le maître d'œuvre, il devient le décompte général et définitif.

Article 10.6 – Délais de paiement

Le délai de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à trente (30) jours conformément aux articles L2192-10, R2192-10 et R2192-2-12 à R2192-16 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le maître d'œuvre du marché ou le cotraitant ou le sous-traitant, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque Centrale Européenne (BCE), en vigueur au 1^{er} jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8)

points de pourcentage (ainsi, à titre d'exemple, si le délai de fin de paiement se situe entre le 1^{er} janvier 2025 et le 30 juin 2025, le taux des intérêts moratoires appliqué sera de 11.15 %).

Un forfait de quarante euros (40 €) sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

Article 10.7 – Règlement en cas de cotraitants

Il sera effectué conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Si **le titulaire** du marché public est **un groupement**, le **cotraitant non-mandataire peut déposer sa facture dans Chorus Pro**. Celle-ci doit **obligatoirement** être **validée par le mandataire du marché**.

Dans le cas d'un groupement conjoint :

Chaque cotraitant dépose sa demande de paiement dans Chorus Pro, et le mandataire valide les pièces dans Chorus Pro.

La demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Chaque membre du groupement sera payé de manière indépendante et percevra directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Article 10.8 – Règlement en cas de sous-traitant

Il sera fait application des dispositions de l'article 12.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

➤ Le droit au paiement direct des sous-traitants :

Seul le sous-traitant accepté par l'Université Marie et Louis Pasteur et dont les conditions de paiement ont été agréées par celle-ci, peut bénéficier du droit au paiement direct des prestations qu'il a exécutées. C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément de l'Université Marie et Louis Pasteur. Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros TTC.

Le paiement direct est obligatoire et ce, même si le titulaire du marché public est en état de liquidation des biens, de règlement judiciaire ou de suspension provisoire des poursuites. Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, même d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le titulaire du marché public et non par le maître d'ouvrage. Le paiement effectué par le titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

➤ La procédure de paiement direct :

S'il est admis au paiement direct, et que le titulaire du marché est présent dans Chorus Pro, le sous-traitant peut déposer sa demande de paiement directement dans Chorus Pro.

Celle-ci arrive au titulaire du marché pour validation, et prise en compte dans le processus de facturation.

➤ Les sous-traitants de second rang :

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, afin de protéger les sous-traitants faisant l'objet d'une sous-traitance en chaîne, l'article L2193-14 du Code de la Commande Publique dispose que le sous-traitant direct doit délivrer au sous-traitant de second rang une caution personnelle et solidaire définies à l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975. Une copie de cette dernière sera **obligatoirement et systématiquement** fourni au maître d'ouvrage en même temps que la demande d'agrément de ce sous-traitant de second rang et plus.

ARTICLE 11 : Délais – Pénalités phase « études »

Article 11.1 – Délais d'établissement des documents d'étude

Les délais d'établissement des documents d'études sont fixés dans l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage de ce marché si la date de début d'exécution est postérieure à la date de notification.
- Les éléments ou parties d'éléments suivants : date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique du déroulement de l'opération.
- DOE : date de réception des travaux.

Article 11.2 – Pénalités encourues pour retard

Article 11.2.1 – Dispositions Communes

Les pénalités sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire, sans mise en demeure préalable sur simple constat du pouvoir adjudicateur par dérogation à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le montant total des pénalités applicables au titulaire ne pourra excéder 20% du montant total hors taxe du marché.

Les pénalités portent sur la remise des documents d'études.

Article 11.2.2 – Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant **par jour calendaire de retard** est fixé comme suit :

- Remise de l'Avant-projet sommaire (APS)..... 200 € HT par jour ;
- Remise de l'Avant-projet définitif (APD)..... 300 € HT par jour ;
- Remise du Dossier permis de construire 300 € HT par jour ;
- Remise des Etudes de projet (PRO)..... 200 € HT par jour ;
- Remise du dossier de consultation des entreprises (DCE) 200 € HT par jour ;
- Remise du rapport d'analyse des offres travaux (ACT) 200 € HT par jour ;
- Remise des études d'exécution (EXE) 200 € HT par jour ;
- Remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)..... 300 € HT par jour ;
- Remise des dossiers et documents divers liés aux.. missions complémentaires 200 € HT par jour ;

Pour le calcul du nombre de jours calendaires de retard, il n'est pas tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document ou du rapport.

Article 11.3 – Réception des documents d'études

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Eléments de la mission	Document	Nombre d'exemplaires	
		papier	informatique
Avant-projet sommaire	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui
Avant-projet définitif	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui
Permis de construire	Plans	selon exigences + 2 copies MOA	Oui
	Pièces écrites		Oui
Etudes de projet	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui
Dossier de consultation des entreprises	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui
Dossier des ouvrages exécutés	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui
Mission complémentaire 1 : SSI	Plans	2 exemplaires	Oui
	Pièces écrites	2 exemplaires	Oui

Article 11.4 – Délais de validation applicables au Maître d’ouvrage

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

Éléments de la mission	Code	Durée en semaines
Avant-projet sommaire	APS	3
Avant-projet définitif	APD	3
Etudes de projet	PRO	3
Assistance pour la passation des contrats de travaux : → Etablissement du DCE → Rapport d'analyse des offres → Mise au point des contrats de travaux	ACT	5 dont : 2 pour le DCE et 1 pour le rapport d'analyse des offres
Mission Complémentaire 1 : SSI	Mission 1	2

Délais qui courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage de la version finale du document d'étude à réceptionner.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, la réception se fait par décision expresse du Maître d'Ouvrage.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

ARTICLE 12 : Délais – Pénalités phase « travaux »

Article 12.1 – Vérification des projets de décompte mensuels des entrepreneurs

Article 12.1.1 – Délai d'intervention du maître d'œuvre

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12.1.9 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, à la vérification des projets de décompte mensuels établis par l'entrepreneur.

Après vérification le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2.1 du CCAG Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître d'ouvrage en vue de la liquidation l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel de l'entrepreneur et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à **15 jours calendaires** à compter de la date de réception du document par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG- Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Ce délai compris dans le délai global de paiement ne pourra excéder **15 jours calendaires**. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet au maître d'ouvrage en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Article 12.1.2 – Pénalités en cas de retard dans l'établissement de documents y compris la vérification des projets de décompte mensuel et final ainsi que des ordres de service

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, si les délais imposés au Maître d'œuvre dans le présent CCAP N°25.007 ne sont pas respectés, pour la gestion administrative et financière du projet, y compris la notification des ordres de service, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant est fixé à 100 € HT par jour calendaire de retard.

La maîtrise d'ouvrage se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

Article 12.2 – Vérification du décompte final de l'entrepreneur

Article 12.2.1 – Délai d'intervention du maître d'œuvre

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 12.3 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022 et qui lui a été transmis par l'entrepreneur.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à **15 jours calendaires** à compter de la date de l'accusé de réception du document.

Ce délai compris dans le délai global de paiement ne pourra excéder **15 jours calendaires**. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet au maître d'ouvrage en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

Article 12.2.2 – Pénalités – Retard dans la vérification du projet de décompte final

a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, en cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/1 000 du montant du décompte général.

b) Réalisation des prestations aux frais du maître d'œuvre défaillant

Le maître d'ouvrage se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

Article 12.2.3 – Suivi de l'exécution des travaux – Ordre de service – Pénalité :

Par sa mission de « direction de l'exécution des travaux » (DET), le maître d'œuvre est l'interlocuteur principal des entrepreneurs et l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages.

Il est tenu de faire respecter par toute entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification de son propre fait.

Pour mener à bien cette mission, le maître d'œuvre est chargé d'émettre les ordres de service à destination de tout entrepreneur.

Les ordres de service sont écrits. Ils sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée dans les conditions prévues à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Les ordres de service doivent être transmis par le maître d'œuvre dans un délai **d'une semaine** pour une exécution normale du marché, et de **deux jours** en cas d'urgence.

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, il est précisé que tous les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, feront l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de l'exécuter.

La fixation et la prolongation des délais sont prises par ordre de service du maître d'œuvre pour les cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

En dehors de ces cas, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

Le maître d'œuvre adressera à l'Université Marie et Louis Pasteur une copie de tout ordre de service notifiant une décision de l'Université Marie et Louis Pasteur et de tout acte majeur dans le suivi d'exécution et la gestion financière des marchés de travaux. Un ordre de service ne peut être contresigné par l'Université Marie et Louis Pasteur.

En cas de défaillance constatée par l'Université Marie et Louis Pasteur dans la formalisation des besoins par ordre de service, cette dernière appliquera par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, une pénalité de retard forfaitaire de 150 € HT sur la mission DET, par jour calendaire de retard pris entre la demande expresse de l'Université Marie et Louis Pasteur et la date effective de notification à l'entreprise.

Article 12.3 – Instruction des mémoires de réclamation

Article 12.3.1 – Délai d'instruction :

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre du mémoire de réclamation.

Article 12.3.2 – Pénalités de retard :

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation des entreprises, le maître d'œuvre encourt sur ses créances une pénalité de 500.00 € HT par mémoire.

ARTICLE 13 : Modalités de présentation des documents établis dans le cadre de la mission AOR – Pénalités

Dans un délai maximal de 2 semaines suivant toute demande ou prise de décision entrant dans le périmètre de la mission AOR, le titulaire transmet à l'Université Marie et Louis Pasteur :

- Le bilan des opérations préalables à la réception et la liste des réserves ;
- La proposition de décision de réception et ses conditions ;
- Les délais de levée de réserves pour toute garantie contractuelle (garantie de parfait achèvement, garanties particulières) ;
- Après visite : bilan de la visite et propositions d'actions.

En cas de nécessité d'une action de l'Université Marie et Louis Pasteur pour des mesures coercitives comme une mise en demeure, ou pour une action plus longue, le titulaire saisit l'Université Marie et Louis Pasteur dans un délai de 48 h suivant la visite sur site avec des éléments d'aide à la décision.

En cas de non-respect par le maître d'œuvre de sa mission AOR, l'Université Marie et Louis Pasteur considérant qu'il s'agit d'un manquement à son obligation de résultat et de conseil, procédera à une mise en demeure du titulaire pour qu'il prenne les mesures nécessaires. Si la mise en demeure reste infructueuse, le maître de l'ouvrage procédera à une réfaction de 20% minimum sur le montant des acomptes portant sur la mission AOR.

ARTICLE 14 : Absences – pénalités

- Absence non justifiée en réunion (en visio ou en présentiel) : 200.00 € HT par constat
- Absence du maître d'œuvre dûment convoqué aux constats contradictoires par le maître d'ouvrage (article 11.6 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022) : 500.00 € HT/jour calendaire

ARTICLE 15 : Nature de la cession

Par la signature du présent marché en contrepartie de sa rémunération, et conformément à l'article 24 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre cède au maître d'ouvrage l'ensemble de ses droits d'auteurs patrimoniaux sur le résultat des prestations exécutées dans le cadre sa prestation, au fur et à mesure de leur création.

La cession des droits patrimoniaux définis au présent marché, vaut pour les documents préparatoires et définitifs, pour tout usage, externe ou interne, à titre gratuit ou onéreux.

La cession concerne les droits d'utilisation, d'exploitation, de modification, de reproduction, d'adaptation, de traduction, d'analyse, de correction, de mise sur le marché, de transmission à un tiers, à titre gratuit ou onéreux, sans l'autorisation préalable du titulaire et sans autre contrepartie financière.

Cette cession vaut pour les créations réalisées par le titulaire, ses salariés et ses sous-traitants ou tout autre tiers.

La cession porte en particulier sur les droits suivants :

- Le droit d'utilisation par le pouvoir adjudicateur ou toute personne à sa convenance ;
- Le droit de reproduire les créations réalisées par le titulaire ou ses représentants, pour le compte du maître d'ouvrage, les documents préparatoires, les documents finaux sous forme d'écrits, de graphiques, de schémas, de notes de calcul, par tous procédés techniques présent et à venir, en intégralité ou par extraits, en version originale, traduite, ou adaptée, sur tous supports graphiques ou numériques (CDROM, DVD, disque optique, carte, clés de stockage ou serveur distant, sans que cette liste soit exhaustive....) dans toutes les définitions, en tout format et quelle que soit la technologie utilisée pour accéder à ces documents et supports. Le droit de reproduction vaut aussi pour le stockage. Le nombre d'exemplaires est illimité ;

- Le droit de diffuser sur tout site Internet et sur le site Intranet du maître d'ouvrage ou de toute personne à sa convenance, les documents réalisés par le titulaire, dans leur intégralité ou par extraits, à titre gratuit ou onéreux ;
- Le droit de procéder ou faire procéder aux traductions, adaptations et, sous réserve du droit moral des auteurs, modifications, additions ou suppressions nécessaires à l'exploitation des créations, en intégralité ou par extraits, par tous les modes et procédés précédemment visés ;
- Le droit d'adaptation comprend le droit de corriger les erreurs, le droit d'établir toute version, en langue française ou étrangère. Le droit d'adaptation comprend le droit de traduction, d'arrangement, de modification, de transformation, en tout ou partie, sous forme écrite, orale, télématique, numérique ;
- Le droit d'exploitation comprend notamment le droit d'exploiter directement ou indirectement et d'accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger, par voie de cession ou de concession, exclusive ou simple, transférable ou non, à titre gratuit ou onéreux, les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'exploitation ;
- La cession des droits au profit du maître d'ouvrage comprend également les droits de propriété sur les titres que le titulaire aurait pu déposer sur les prestations ou les résultats des prestations, objet du présent marché.

Article 15.1 – Durée et lieu de la cession

La cession des droits est accordée par le titulaire au pouvoir adjudicateur pour une durée de soixante-dix ans dans le Monde entier, dans toutes les langues.

Article 15.2 – Connaissances antérieures

Le maître d'œuvre cède au maître d'ouvrage les droits de reproduction et de diffusion sur les connaissances antérieures du titulaire introduites dans les résultats de l'objet du présent marché et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, les schémas, graphiques, photographies, textes, procédés, méthodes et savoir-faire nécessaire à la diffusion des résultats de l'étude.

Article 15.3 – Publications des résultats de l'étude

Par dérogation à l'article 24.6.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre n'est pas autorisé à publier les résultats de l'objet du marché.

Le maître d'ouvrage lui accorde le droit de citer son nom dans le cadre de références pour présenter son savoir-faire.

ARTICLE 16 : Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, tout titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant que l'étendue de la responsabilité garantie est en rapport avec l'importance de la prestation et justifiant qu'il est à jour de ses cotisations (possibilité de dépôt sur le site E-Attestations gratuitement).

L'Université Marie et Louis Pasteur met à la disposition du maître d'œuvre mandataire, des cotraitants et des sous-traitants la plateforme en ligne e-Attestations.com afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'e-Attestations.com est gratuite et permettra au maître d'œuvre mandataire, aux cotraitants et sous-traitants d'y déposer régulièrement, et en toute sécurité, les attestations et documents demandés par l'Université Marie et Louis Pasteur durant l'exécution de ce marché.

<https://www.e-attestations.com/fr/>

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles de ce marché.

Pendant toute la durée d'exécution de ce marché, le maître d'œuvre est responsable des dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens, soit aux installations, dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance des prestations et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ces dernières.

En outre, l'absence de production de ces attestations d'assurance n'exempte pas le maître d'œuvre de sa responsabilité et peut justifier la résiliation du marché pour faute en application de l'article 30.1.e) du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

ARTICLE 17 : Résiliation du contrat

Article 17.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 25 à 34 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Par dérogation à l'article 31 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à **1.5 %**.

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-12 et R2143-16 du Code de la Commande Publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du maître d'œuvre.

De plus, le marché pourra être résilié au tort du maître d'œuvre dans le cas où ce dernier s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 8 du présent CCAP N°25.007.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le maître d'ouvrage autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du maître d'œuvre.

Carence du maître d'œuvre :

En cas de carence du titulaire, il sera fait application de l'article 34 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022.

Article 17.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître d'ouvrage par le maître d'œuvre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au maître d'œuvre dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du maître d'œuvre de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le maître d'œuvre, à aucune indemnité.

Article 17.3 – Cessation des activités du maître d'œuvre

Dans le cas où les activités du maître d'œuvre seraient cédées à une autre société à la suite d'une fusion, d'une cession ou d'une restructuration, le transfert du présent marché du maître d'œuvre à cette autre société sera possible aux mêmes conditions d'engagement.

La passation d'un avenant de transfert concrétisera l'accord de l'Université Marie et Louis Pasteur sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant devra comporter les signatures du cessionnaire et du cédant. Le maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs, ne doit pas avoir fait l'objet de l'une des interdictions prévues à l'article L2141 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 18 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1 du CCAG-Travaux 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

ARTICLE 19 : Confidentialité

En sus des dispositions de l'article 5 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, le maître d'œuvre, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation générale de secret et de discrétion sur tous les documents et informations communiqués, même lorsque ceux-ci ne sont pas revêtus expressément de la mention « confidentiel ». Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'Université Marie et Louis Pasteur, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive de l'Université Marie et Louis Pasteur, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du maître d'œuvre.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du maître d'œuvre ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le maître d'œuvre à des personnes tierces au présent marché sans l'autorisation préalable de l'Université Marie et Louis Pasteur.

Le maître d'œuvre mandataire garantit que ses employés, cotraitants ou sous-traitants connaissent et respectent cette obligation de confidentialité.

Le maître d'œuvre déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de l'Université Marie et Louis Pasteur et engagerait sa responsabilité.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- Qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- Signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- Qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

ARTICLE 20 : Protection des données à caractère personnel - Pénalités

Chaque partie au marché s'engage à respecter toute disposition résultante :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

Obligations des parties :

Certaines données transmises par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le maître d'œuvre doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le maître d'ouvrage, en sa qualité de responsable de traitement et le maître d'œuvre, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Obligations du sous-traitant :

Le maître d'œuvre s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le maître d'œuvre collabore avec le maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le maître d'œuvre veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le maître d'œuvre s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du maître d'ouvrage toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le maître d'œuvre s'engage à communiquer au maître d'ouvrage dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le maître d'ouvrage, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le maître d'œuvre ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du maître d'œuvre est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le maître d'œuvre demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du maître d'œuvre au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

Concernant l'Université Marie et Louis Pasteur, ces opérations de traitement sont plus particulièrement sous le contrôle de son délégué à la protection des données personnelles, en la personne de **Mme Justine PIRANDA**, juriste, que le maître d'œuvre mandataire, les cotraitants et sous-traitants peuvent contacter, pour exercer leurs droits ou pour toute question sur ce traitement de leurs données, par courriel à l'adresse électronique suivante : **dpd@univ-fcomte.fr** ou par voie postale à l'adresse suivante :

Université Marie et Louis Pasteur
Direction des Affaires Juridiques
A l'attention de Mme Justine PIRANDA
1 rue Claude Goudimel
25000 BESANCON

Ces obligations respectives des parties, en application de l'article 5.2.3 du CCAG-MOE 2021 modifié par arrêté du 29 décembre 2022, seront établies dans l'annexe - Protection des données personnelles jointe au présent CCAP N°25.007.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du maître d'œuvre pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables, et une pénalité de 500.00 € HT par occurrence sera appliquée sur ses créances.

ARTICLE 21 : Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Besançon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 22 : Délais et voies de recours

- **Référé pré contractuel** (article L551-1 du Code de Justice Administrative) jusqu'à la date de signature du marché.
- **Référé contractuel** (articles L551-13 à L551-16 du Code de Justice Administrative) dans un délai de 1 mois à compter de la publication d'un avis d'attribution au Journal Officiel de l'Union Européenne et dans un délai de 6 mois à compter de la notification du marché dans les autres cas.
- **Recours de pleine juridiction** : par tout candidat évincé dans un délai de deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution annonçant la conclusion du marché
- **Recours pour excès de pouvoir** contre les actes détachables dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision contestée ou recours de pleine juridiction contre le contrat dans un délai de deux mois à compter de l'avis d'attribution.

Instance compétente pour l'introduction des procédures de recours :

Tribunal administratif – 30 rue Charles Nodier – 25000 Besançon

☎ 03.81.82.60.00

✉ greffe.ta-besancon@juradm.fr

ARTICLE 23 : Cession ou nantissement des créances

Code de la Commande Publique :

➤ **Article L2191-8**

Le titulaire d'un marché peut céder la créance qu'il détient sur l'acheteur à un établissement de crédit ou à un autre cessionnaire.

Le titulaire d'un marché peut nantir la créance qu'il détient sur l'acheteur auprès d'un établissement de crédit ou d'un autre créancier.

➤ **Article R2191-45**

Le montant maximum de la créance que le titulaire peut céder ou donner en nantissement correspond au montant du marché diminué du montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct.

➤ **Article R2191-54**

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au **comptable public assignataire**.

ARTICLE 24 : Dérogations au CCAG-MOE et CCAG-Travaux 2021

Articles du CCAP	Articles du CCAG-MOE auxquels il est dérogé
Article 10.5.1	Article 11.7
Article 11.2	Article 16.2
Article 11.4	Articles 20.2 et 21
Articles 12.1.2, 12.2.2, 12.2.3 et 12.3	Article 16.2.3
Article 15.3	Article 24.6.3
Article 17.1	Article 31

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 12.1.1	Article 12.2.2

Lu et approuvé par le candidat

A..... Le.....

Signature et cachet :